

**In Memoriam
F. William Lawvere**



9 février 1937 – 23 janvier 2023

C'est avec beaucoup de tristesse que nous vous informons du décès du mathématicien de renom F. William Lawvere le 23 janvier 2023. Le professeur Lawvere était un bon ami du Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste), un compagnon de route qui a toujours pris la grande voie de la civilisation, pleinement engagé dans la bataille pour régler les comptes avec la vieille conscience de la société et dégager les entraves au progrès et aux Lumières.

Dès le début des années 1970, il a collaboré avec le fondateur et dirigeant du PCC(M-L), Hardial Bains, un scientifique et philosophe de plein droit, sur plusieurs projets de philosophie et d'autres domaines liés à la *Nécessité de changement* et à la dialectique. De 1969 à 1971, le professeur Lawvere a été boursier Killam à l'Université Dalhousie, à Halifax, à la tête d'une prestigieuse équipe internationale de mathématiciens venus étudier avec lui. Mais en 1971, lorsqu'il s'est opposé à la *Loi*

sur les mesures de guerre et aux crimes commis avec la suspension des libertés civiles par le gouvernement de Pierre Trudeau, l'Université Dalhousie a refusé de renouveler son contrat, malgré les protestations de son équipe de mathématiciens. Plus de 1000 étudiants se sont rassemblés dans le hall d'entrée du pavillon de l'association étudiante pour protester contre son renvoi arbitraire.

À de nombreuses reprises, le professeur Lawvere s'est joint à nous au Canada pour discuter de sujets importants et nous faire profiter de ses connaissances approfondies et étendues sur ces sujets. En février 1996, il a pris la parole à la conférence interdisciplinaire qui s'est tenue à l'Université de Windsor sur le thème de l'origine de la conscience et du changement social. Les communications présentées à cette occasion ont permis de jeter un regard important sur la conscience existant indépendamment de nous, l'historiographie de la guerre froide, l'émergence de la personnalité démocratique moderne, etc. Le professeur Lawvere a présenté une communication intitulée « L'histoire et la philosophie de la réforme des mathématiques » dans laquelle il examinait les différents aspects d'une tendance pédagogique qui restreignait la connaissance des sciences mathématiques, en montrant, entre autres, comment cela constituait une base efficace pour la promotion du mysticisme et de l'acceptation aveugle de l'autorité.



Le professeur Lawvere s'adresse au VIIe Congrès du PCC(M-L)

En 1997, le professeur Lawvere a assisté aux funérailles du camarade Bains comme beaucoup d'autres universitaires et chercheurs de différentes régions du monde. Il a également assisté au VIIe Congrès du PCC(M-L) en 1998, où il a exprimé son appréciation de l'oeuvre d'Hardial Bains et a contribué à la discussion sur la thèse du Congrès. Après avoir exprimé son appréciation du travail du Parti sur la théorie et la nécessité de définitions modernes lors des célébrations de son 35e anniversaire en 2005, il a écrit que ce 35e anniversaire « a été une occasion très enrichissante.

[...] En particulier, cette occasion conduit à de nouvelles avancées dans mon travail, notamment le projet de commémorer de manière appropriée le centenaire des cahiers philosophiques de Lénine en détaillant comment ils ont été un guide utile dans l'étude des développements philosophiques des XIXe et XXe siècles, tant du point de vue de la science naturelle que du point de vue de la lutte des classes pour les Lumières. Depuis qu'Hardial a souligné l'importance de ces livres il y a 35 ans, ils ont été mes compagnons constants. [...] »

En apprenant le décès du professeur Lawvere, son collaborateur de longue date Eric Hoffman a tenu les propos suivants en reconnaissance de l'influence profonde qu'Hardial Bains et Bill Lawvere ont eu sur lui et son travail :

« Le développement de leurs premiers travaux phares réalisés séparément dans les années 1960 fait apparaître des preuves solides d'une connexion nouvelle et surprenante. Ce lien fait partie intégrante d'un ensemble de rapports entre les humains et la nature. Bill a souligné que l'objectivité de cet ensemble oblige à répondre sans relâche aux besoins de l'étude de l'espace et de la quantité.

« Dans une entrevue affichée sur son blogue, Bill dit : 'Le coeur des théories mathématiques se trouve dans la variation de la quantité dans l'espace et dans l'émergence de la qualité au sein de celui-ci.' Que les considérations portent sur la géométrie, les catégories, la logique, la transition des formes politiques, les relations de parenté ou autre, Bill a corroboré que l'unité et l'identité des opposés, la dialectique, vit.

« L'oeuvre de Bill perdurera en tant que contribution à l'élargissement de l'espace des Lumières. »

Dans le message de condoléances à la famille du professeur Lawvere, la première secrétaire du Comité central du PCC(M-L) écrit :

« Bill a tellement contribué de son vivant que nous avons beaucoup à apprécier. Son enthousiasme et son dévouement à la découverte de nouvelles choses ont toujours été une source d'inspiration. Son approche était toujours vigoureuse, dévouée, originale à bien des égards. Sa patience en tant que professeur, l'intelligence et la cohérence de ses arguments, son enthousiasme pour l'édification de la jeune génération et son adhésion courageuse à la grande voie de la civilisation étaient remarquables.

« Rencontrer Bill a toujours été un grand plaisir. Nous chérirons toujours son amitié, sa générosité d'esprit et son dévouement à notre cause commune pour laquelle il s'exprimait sans crainte. Cela montrait qu'il était fait d'une étoffe spéciale. »

Pour illustrer la qualité de son travail comme professeur de mathématiques, son approche directe pour expliquer les problèmes et discuter avec ceux qui se montraient intéressés par son travail, nous citons la réponse qu'il a donnée lorsqu'on lui a demandé « une justification générale de la raison pour laquelle la théorie des catégories peut être si utile » :

« Les activités humaines quotidiennes telles que la construction d'une maison sur une colline près d'un ruisseau, l'installation d'un réseau de conduits téléphoniques et la navigation dans le système solaire, nécessitent des plans qui peuvent fonctionner. La planification de toute entreprise de ce type nécessite le développement d'une réflexion sur l'espace. Chaque développement implique de nombreuses étapes de réflexion et de nombreuses constructions géométriques connexes sur les espaces. En raison de la nature nécessairement multi-étape de la réflexion sur l'espace, des mesures purement mathématiques doivent être prises pour la rendre fiable. Seuls des principes explicites de la pensée (logique) et des principes explicites de l'espace (géométrie) peuvent garantir cette fiabilité. La grande avancée de la théorie inventée il y a 60 ans par Eilenberg et Mac Lane a permis de rendre explicites les principes de la logique et de la géométrie. Ils l'ont fait en découvrant la forme commune de la logique et de la géométrie de sorte que les principes du rapport entre les deux soient également explicites. Ils ont résolu un problème posé 2300 ans plus tôt par Aristote avec ses premiers pas dans l'explicitation des catégories de concepts. Au XXI^e siècle, leur solution est applicable non seulement à la géométrie plane et aux syllogismes médiévaux, mais aussi aux espaces infiniment dimensionnels des transformations, aux 'espaces' de données et à d'autres outils conceptuels qui sont appliqués des milliers de fois par jour. Les catégoristes ont découvert que la forme des principes de la logique et de la géométrie repose sur la 'naturalité' des transformations

entre les espaces et des transformations au sein de ces espaces. »

Nous reproduisons ci-dessous la nécrologie publiée à l'occasion du décès du professeur Lawvere et ajoutons un fac-similé de l'article de la *Dalhousie Gazette* du 22 janvier 1971 sur son renvoi de l'Université Dalhousie cette année-là. Nous vous présentons également la communication sur *l'histoire et la philosophie de la réforme des mathématiques* prononcée par le Dr Lawvere à la Conférence interdisciplinaire sur l'origine de la conscience et le changement social tenue à l'Université de Windsor du 9 au 11 février 1996. Enfin, nous vous proposons une entrevue du Dr Lawvere dans laquelle il explique son travail dans ses propres mots.

Nous exprimons nos plus sincères condoléances à la compagne de vie et collaboratrice de Bill, à ses enfants, petits-enfants, frères et soeurs et à ses nombreux amis et collègues. Puissent-ils tous trouver du réconfort dans les souvenirs qu'ils ont créés ensemble.

Comité central

Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste)

- **Nécrologie**

- **Article du *Dalhousie Gazette* sur le renvoi du prof Lawvere (en anglais)**

- 22 janvier 1971 -

- **L'histoire et la philosophie de la réforme des mathématiques**

- Dr William Lawvere, 1996 -

- **Une entrevue avec F. William Lawvere (en anglais)**

- Maria Manuel Clementino et Jorge Picado -

(Partie 1, décembre 2007, partie 2, juin 2008)

Répondre à l'appel de l'histoire en 2023

- **Donner à la démocratie une définition moderne**
- **Que les travailleurs et les peuples prennent leur place pour déterminer le caractère de la période actuelle**
– Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste), 1er janvier 2023 –

Grande-Bretagne

- **Des grèves généralisées en février dans les secteurs du transport, de la santé et de l'éducation**
– *Workers' Weekly* -

France

- **Deux millions de personnes manifestent contre le report de l'âge de la retraite par le gouvernement**

Israël et les territoires occupés

- **Tous en appui au peuple palestinien et à son droit d'être**

Brésil

- **La tentative de coup d'État échoue grâce à la défense de la démocratie par le peuple**
– *Margaret Villamizar* –
- **Appuyons sans réserve le peuple brésilien! Exigeons que tous les responsables de la tentative de coup d'État rendent des comptes!**
– *Mouvements sociaux ALBA-Ottawa* –

Janvier 2023

- **D'importants anniversaires**

Répondre à l'appel de l'histoire en 2023

Donner à la démocratie une définition moderne

Aujourd'hui, un des plus grands fronts sur lesquels l'État et ses agences créent le plus de désinformation est le thème de la démocratie elle-même. Tant à gauche qu'à droite, il est courant d'entendre parler de la démocratie en termes de proximité ou de la distance par rapport à l'autoritarisme, à l'autocratie, au totalitarisme ou au fascisme, etc. Aucun argument n'est donné pour déterminer si les conceptions, les règles, les définitions, les constitutions et les institutions qu'on prétend ainsi défendre conviennent au peuple.

Les représentants de la classe dirigeante ne reconnaissent pas que c'est le peuple qui est la force du changement. Leurs arguments sur la démocratie en font abstraction. Ils omettent également les intérêts du peuple. Pour eux, les vastes mouvements de masse pour l'égalité et les droits, contre les gouvernements et les pratiques racistes, les morts aux mains de la police ou les morts dans les maisons de retraite et établissements de soins de santé en raison du manque de personnel, etc. ne font pas partie de l'émergence d'une démocratie populaire. Les mouvements de nations entières pour leur droit d'être ne sont également pas pris en considération.

La question que se posent des millions de personnes dans le monde lorsqu'il est question de démocratie est : « Qui décide ? » pour tout ce qui concerne la paix, la guerre, l'économie, la politique et la culture. Toute tentative de poser cette question, d'y répondre ou de discuter de ces sujets est bloquée.

Les définitions modernes de la démocratie reconnaissent la nécessité de mettre sur un pied d'égalité les intérêts individuels et collectifs et de les mettre sur le même plan que les intérêts généraux de la



société et de l'humanité de telle sorte que ces nombreux intérêts soient harmonisés, que ces différents intérêts soient démêlés de manière à bénéficier à chacun et à tous. C'est ce travail constant et continu pour des définitions modernes, qui inclut la discussion sur les besoins de la démocratie aujourd'hui, qui contribue à faire avancer la bataille de la démocratie.

Les nombreuses batailles que les peuples mènent pour le contrôle des décisions qui affectent leur vie, pour leur droit de faire des réclamations à la société en mettant leurs droits au premier plan, reflètent l'urgente nécessité de façonner une démocratie où le peuple, la grande majorité de ceux qui ont fait progresser les forces productives au-delà de tout ce qui a été conçu auparavant, a le pouvoir de gouverner et de décider.



Que les travailleurs et les peuples prennent leur place pour déterminer le caractère de la période actuelle

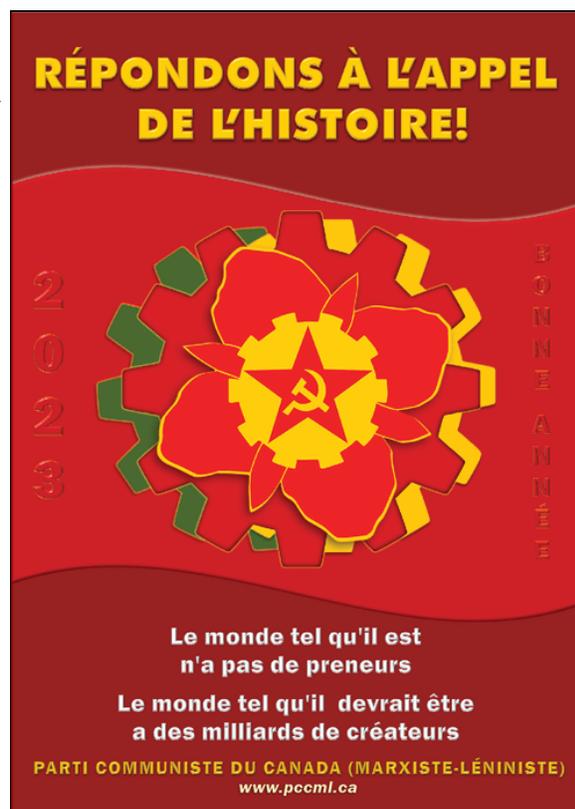
– Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste), 1er janvier 2023 –

À l'occasion de la nouvelle année, le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) transmet ses salutations révolutionnaires à tous ses membres et sympathisants ainsi qu'à la classe ouvrière et au peuple d'un océan à l'autre. Nous saluons également nos partis frères et les peuples du monde entier qui luttent courageusement pour leur droit d'être, résistant aux assauts les plus féroces des forces de la réaction la plus sombre sur tous les continents.

Au peuple de Cuba, à l'occasion du 64^e anniversaire de sa révolution, nous adressons nos félicitations et nos meilleurs voeux pour l'année à venir et nous exigeons que soit mis fin au blocus et aux sanctions cruels des États-Unis contre cette nation insulaire. Au peuple d'Haïti, à l'occasion du 219^e anniversaire de la révolution qui a renversé l'esclavage et la domination coloniale, nous adressons nos félicitations et nos meilleurs voeux dans sa lutte courageuse pour sauvegarder l'indépendance de sa république.

En ce début de nouvelle année, la classe dirigeante ne parle que des difficultés qui nous attendent en 2023. Nous encourageons tout le monde à regarder plutôt les succès qu'ils obtiennent en s'unissant dans l'action avec leurs collègues, voisins, amis et compagnons de route pour lutter pour ce qui leur appartient de droit en tant que producteurs de toutes les richesses dont dépend la société.

La question de savoir qui fait l'histoire est vieille comme le monde. Mais le fait est que sans le peuple, il n'y a pas d'histoire. Tant qu'il y aura des êtres humains, il y aura l'histoire. Il ne fait aucun doute que la période historique actuelle est une période difficile. Les anciennes formes ont perdu leur raison d'être, tandis que les nouvelles formes, fondées sur des méthodes et des objectifs de démocratie de masse, doivent encore voir le jour. Mais il faut voir que les travailleurs, les êtres



humains, les font naître en parlant en leur nom propre et en luttant pour ce qui leur appartient en tant qu'êtres humains. C'est ce qui donne à la société la seule cohérence possible à l'heure où les cercles dirigeants imposent un état d'anarchie et de violence ici au pays ainsi qu'à l'étranger et cherchent à forcer tout le monde à se soumettre sous peine d'y être contraints par la violence. Ce qu'ils ne peuvent pas contrôler, ils cherchent à le détruire, mais tant que les travailleurs et le peuple prendront leur place pour déterminer le caractère de la période actuelle, il y aura une nouvelle période et l'histoire se poursuivra.

Le Canada aide les États-Unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la France, le Japon et d'autres pays qui ont tous l'objectif de dominer le monde et de cacher le système d'exploitation brutale de leurs propres travailleurs et les guerres de destruction à l'étranger. L'euphorie qu'ils ont créée il y a 30 ans lorsqu'ils ont proclamé que le socialisme était fini et que le monde serait revigoré par l'avènement d'une nouvelle période de démocratie, s'est évaporée. La multiplication des attaques racistes organisées par l'État, la privatisation et les stratagèmes pour payer les riches ont détruit les systèmes de santé et d'éducation, les programmes sociaux et l'aide sociale. Ils continuent d'être la cause de la détérioration de l'environnement naturel et d'exacerber la crise du climat en donnant la priorité aux dépenses militaires, à la production de guerre et aux infrastructures au service d'intérêts privés étroits. La militarisation de la culture et de la vie elle-même sont également des sujets de grande préoccupation.

Alors que nous entamons la nouvelle année, il est également nécessaire de contrer la propagande et les discours alarmistes selon lesquels les dangers qui menacent la paix, la liberté et la démocratie viennent de la Chine et de la Russie. La propagation du sentiment qu'il ne faut pas leur permettre d'exister pour qu'ils ne représentent plus un danger pour le monde doit être contrée par des arguments solides et rationnels, fondés sur des faits et non sur la fiction ou les croyances. Il est également nécessaire de contrer la conclusion imposée selon laquelle tant que nous protégeons l'ordre constitutionnel actuel – la démocratie du Roi – et feignons de ne pas voir qu'il donne naissance à une élite privilégiée raciste et anti-peuple qui règne sur l'ensemble de la société à son détriment, le monde connaîtra la démocratie et la paix.

Le peuple est complètement absent dans ces calculs. Les travailleurs et les couches moyennes sont réduits à des choses jetables, tandis que la classe dirigeante refuse de voir que la résistance du peuple raconte une autre histoire. Les êtres humains qui sont soumis à leur système d'exploitation mangeur d'humains et de nature sont une force plus grande et fournissent la matière d'une vérité bien plus grande que tout ce qui est dit à l'échelle mondiale par les machines de propagande de toutes les grandes puissances réunies. Les gens de tous les horizons ont appris qu'aucune solution ne viendra des promesses faites par ceux qui ont le pouvoir et les privilèges. Les luttes de résistance nous disent que notre sécurité est dans la lutte pour les droits de toutes et tous, et non dans les gouvernements des pouvoirs de police.

Les dirigeants s'engagent toujours plus sur la voie de la régression et la présentent comme la solution aux problèmes auxquels les peuples sont confrontés. Des situations semblables ont été créées dans d'autres pays. Il faut savoir que si le monde traverse cette période de recul, il demeure que le caractère de toute cette époque n'a pas changé. Les peuples souhaitent créer une société nouvelle qui est adaptée à leur existence. Cela reste le contenu principal de toute cette époque.

Plus la classe dirigeante cherche à contenir et à écraser les luttes des travailleurs pour les réclamations qu'ils sont en droit de faire à la société, des peuples autochtones pour leurs droits ancestraux et des gens de tous horizons qui affirment les réclamations qu'ils sont eux aussi en droit de faire à la société, plus ces derniers acquièrent l'expérience confirmant que le processus politique ne les sert pas et que la constitution est anachronique et doit être renouvelée pour répondre aux exigences du XXI^e siècle.

La situation elle-même engendre des propositions de changements qui sont nécessaires pour renverser la situation d'une manière qui soit favorable au peuple. C'est le facteur humain/conscience

sociale qui doit être activé en opposition au facteur antihumain/anti-conscience sociale des dirigeants qui ont totalement cédé aux demandes américaines d'intégration de l'économie et de l'infrastructure du Canada à l'économie et à l'infrastructure de guerre des États-Unis.

Le PCC(M-L) lance l'appel à répondre à l'appel de l'histoire en 2023. Engageons-nous pleinement dans cette bataille pour apporter des changements qui vont contrer la régression généralisée et élever le processus politique au niveau des demandes du peuple. Tout en oeuvre pour humaniser l'environnement naturel et social et soutenir les justes revendications des peuples autochtones, pour l'égalité de statut de tous les citoyens et résidents, des travailleurs migrants, des réfugiés et des travailleurs sans papiers. Opposons-nous aux attaques racistes et autres attaques organisées par l'État ainsi qu'aux obstacles à la protection des femmes et des enfants et de tous ceux qui sont vulnérables en raison de leur âge, de leur sexe, de leur orientation sexuelle ou de tout autre critère.

Le temps est venu de définir nous-mêmes notre être !

*Le monde tel qu'il est n'a pas de preneurs.
Le monde tel qu'il devrait être a des milliards de créateurs.*

Nos meilleurs voeux de réussite dans tout ce que vous entreprendrez dans la nouvelle année !



Célébration du Nouvel An à Montréal le 7 janvier 2022



Grande-Bretagne

Des grèves généralisées en février dans les secteurs du transport, de la santé et de l'éducation

- *Workers' Weekly* -

Les travailleurs de nombreux secteurs partout au Royaume-Uni se tiennent debout pour défendre leur dignité devant le refus de négocier du gouvernement et d'agences gouvernementales dans de nombreux secteurs, notamment les services publics, qui prétendent que des augmentations salariales pour contrer l'inflation sont « trop coûteuses ».

C'est plus particulièrement le cas dans les secteurs du transport, de la santé et de l'éducation, alors que le gouvernement adopte une loi anti-grève, le projet de loi *Minimum Service Level* (le niveau de service minimum). Le projet de loi attaque les travailleurs de première ligne ou essentiels, définis comme tels par le gouvernement. Il s'agit spécifiquement des infirmières, du personnel paramédical, des pompiers, des travailleurs ferroviaires et des enseignants et des éducateurs pour lesquels le gouvernement décrète qu'un « niveau de service minimum » doit être maintenu, et que,

par conséquent, le droit de grève doit être déclaré illégal.



En ce moment, alors que les négociations avec les représentants syndicaux de nombreuses industries cruciales sont au point mort, le mois de février débutera avec une journée nationale d'actions massives. Ces actions rassembleront des professionnels et des travailleurs de nombreux secteurs unis par un mot d'ordre commun : celui de refuser d'être traités comme des choses jetables au lieu d'être considéré comme des êtres humains.

Les travailleurs et les professionnels, que ce soit les conducteurs de train, les travailleurs ferroviaires, les infirmières, les travailleurs des services d'urgence, les enseignants et les fonctionnaires, soulignent qu'en agissant ainsi, ils font un avec la classe ouvrière dans son ensemble et qu'ils refusent d'être considérés comme allant à l'encontre des intérêts généraux de la société.

Leur lutte est sans aucun doute justifiée, et le blâme pour les « perturbations » et les « inconvénients » dans ces secteurs vitaux doit retomber sur le gouvernement. De plus, le projet de loi sur le niveau de service minimum est un moyen de légaliser le diktat des détenteurs du pouvoir.

Les travailleurs commencent à arriver à la conclusion que leur lutte doit, dans ce contexte, être axée également sur la création d'une société qui affirme les droits du fait de notre humanité. On peut dire qu'une telle société a comme but constant l'émancipation sociale. Si, en tentant de retourner à une époque où, par ses luttes, le mouvement ouvrier avait remporté le droit de ne pas être criminalisé lorsque les travailleurs retiraient leur capacité de travail, les détenteurs du pouvoir politique et économique espèrent éliminer l'humanité de la classe ouvrière, il faut leur rappeler que leur système est un système d'esclavage salarié auquel il faut mettre fin pour humaniser les rapports entre les humains et entre les humains et la nature. C'est la conclusion qu'ont tirée tous les penseurs progressistes et les révolutionnaires depuis le XIXe siècle jusqu'à aujourd'hui.

Que les travailleurs parlent en leur propre nom et se saisissent du pouvoir de contrôler leurs vies, l'absence de ce pouvoir se faisant vivement ressentir en ce moment !

Calendrier des grèves prévues en février

Mercredi 1er février : Les membres du Syndicat des services publics et commerciaux (PCS), qui représente environ 100 000 fonctionnaires, organiseront une manifestation de 24 heures, à laquelle participeront des employés de ministères, de centres d'examen de conduite, de musées, de ports et d'aéroports.

Les membres du Syndicat de l'éducation nationale (NEU) en Angleterre et au Pays de Galles feront la grève, tout comme environ 70 000 membres du personnel de 150 universités qui se joindront à une manifestation du Syndicat des universités et collèges (UCU).

Les conducteurs de train appartenant à l'Aslef et aux syndicats du Rail, Maritime and Transport (RMT) débrayeront. Quatorze opérateurs ferroviaires se retrouveront ainsi sans personnel et les services seront paralysés sur plus d'une douzaine de lignes ferroviaires.

Vendredi 3 février : les conducteurs de train de l'Aslef et du RMT seront en grève.

Lundi 6 février : Les membres du Royal College of Nursing (RCN) feront grève pendant 12 heures.

Les paramédics, les aides en soins d'urgence, les préposés aux appels et d'autres membres du personnel appartenant au syndicat GMB débrayeront, tout comme les ambulanciers du syndicat Unite qui travaillent dans les trusts suivants : West Midlands, East Midlands, North West, North East et Pays de Galles.

Mardi 7 février : Les membres du Royal College of Nursing feront la grève pendant 12 heures supplémentaires.

Jeudi 9 février : La grève du conseil de la Chartered Society of Physiotherapy (CSP) verra le personnel de physiothérapie du NHS sur le piquet de grève.

Mardi 14 février : Les membres du NEU au Pays de Galles cessent une nouvelle fois le travail.

Jeudi 16 février : en Irlande du Nord, les membres d'Unite qui travaillent dans le secteur de la santé et des services sociaux et en tant que personnel ambulancier entament la première de deux grèves de 48 heures.

Vendredi 17 février : L'action d'Unite se poursuit dans le nord de l'Irlande.

Lundi 20 février : Les paramédics, les aides en soins d'urgence, les préposés aux appels et d'autres membres du syndicat GMB entament un nouveau débrayage, tout comme les ambulanciers de Unite dans les trusts du Nord-Est, des Midlands de l'Est et du Pays de Galles.

Mercredi 22 février : Les ambulanciers d'Unite font la grève dans le nord-ouest de l'Angleterre.

Jeudi 23 février : la deuxième série de grèves de 48 heures des travailleurs de la santé et des services sociaux et des ambulanciers d'Unite débute en Irlande du Nord.

Vendredi 24 février : L'action d'Unite se poursuit en Irlande du Nord.

Mardi 28 février : Les membres du NEU dans les régions du nord, du nord-ouest, du Yorkshire et du Humber en Angleterre sont appelés à faire la grève.



(Workers' Weekly, 28 janvier 2023. Photos : Workers' Weekly)



France

Deux millions de personnes manifestent contre le report de l'âge de la retraite par le gouvernement



Paris, 19 janvier 2023

Des manifestations contre le gouvernement ont eu lieu dans toute la France le 19 janvier contre la proposition du gouvernement Macron de réformer les retraites, notamment le report de l'âge de départ à la retraite à 64 ans et l'augmentation de la durée des cotisations au régime des retraites. La chaîne de télévision publique France 24 indique que le ministère de l'Intérieur estime le nombre de manifestants à plus de 1,2 million dans plus de 200 manifestations différentes. Ces manifestations ont été soutenues par d'importantes grèves dans les transports, les écoles, les raffineries et les services publics. Les étudiants et les lycéens sont entrés en grève pour appuyer cette lutte.

Le gouvernement affirme qu'il n'y a pas assez de fonds publics disponibles pour maintenir le système actuel tel quel et que, de plus, l'argent est nécessaire ailleurs, notamment pour soutenir l'économie de guerre. Selon les estimations, le fait de repousser l'âge de départ à la retraite de deux ans et d'allonger la durée de cotisation permettra d'exproprier annuellement 17,7 milliards de dollars supplémentaires sur la valeur nouvelle produite par les travailleurs. France 24 indique que certains des experts du gouvernement contestent les affirmations du gouvernement concernant le manque de fonds et affirment que le régime des retraites est relativement en bonne santé et qu'il reviendrait probablement à l'équilibre budgétaire même sans réforme.

Les organisateurs de la manifestation nationale estiment que plus de 2 millions de personnes ont participé, dont 400 000 rien qu'à Paris. D'autres grandes manifestations ont eu lieu à Lyon, Marseille, Montpellier, Nantes et en Corse. Des arrestations de manifestants par la police ont été signalées dans tout le pays, en particulier dans la banlieue de Paris où la police a tiré des gaz lacrymogènes sur les manifestants. Les organisateurs appellent à de nouvelles grèves et manifestations de masse le 31 janvier si le gouvernement ne retire pas sa loi anti-peuple et ne s'attaque pas aux problèmes sociaux urgents, notamment la crise du coût de la vie et la pauvreté croissante.



Les reportages des médias sur la manifestation de Tours, dans l'ouest de la France, citent des banderoles sur lesquelles on peut lire : « Ce sont les salaires et les retraites qui doivent être augmentés, pas l'âge de la retraite » et « Non à la réforme ! ». Les médias citent un manifestant qui dit : « Je vais devoir aller bosser avec un déambulateur si la réforme passe. » Un pompier à la retraite a déclaré que la société devrait aller de l'avant et non pas reculer comme le propose le gouvernement. Il a déclaré que les jeunes ne devraient pas avoir à travailler plus longtemps que moi, ajoutant que le gouvernement devrait plutôt s'attaquer à ce qu'il a appelé les « vrais problèmes », notamment l'inflation et le délabrement du secteur de la santé.

Le président Macron a insulté les manifestants de loin à Barcelone, en Espagne, en disant : « Nous devons faire cette réforme [...] avec détermination. » Dès le lendemain, il a proposé une augmentation importante des dépenses de guerre de la France avec des plans pour augmenter le budget militaire d'un tiers. Il a déclaré que le gouvernement ferait pression pour une augmentation de 413 milliards d'euros pour les armées françaises, y compris pour les armes nucléaires. Dans un discours belliciste devant des officiers réunis sur une base aérienne du sud-ouest de la France, Emmanuel Macron a déclaré : « Il nous faut être prêts à des guerres plus brutales, plus nombreuses et ambiguës à la fois. » Le financement militaire supplémentaire de 60 % sera consacré à un large éventail de domaines, notamment le renforcement des systèmes de défense aérienne, des flottes de drones, des infrastructures de dissuasion nucléaire et du renseignements militaire. Nous devons avoir une guerre d'avance », a déclaré Emmanuel Macron.

La France est le troisième plus grand exportateur d'armes au monde et a participé à l'envoi d'armes

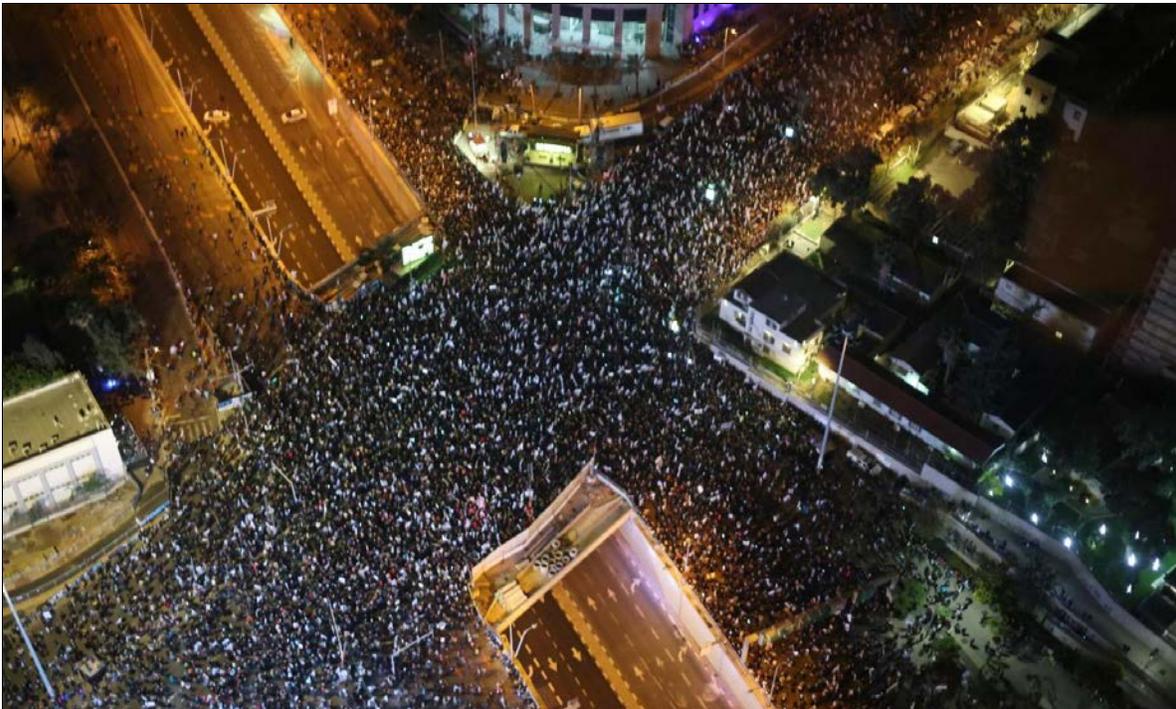
à l'Ukraine pour soutenir la guerre menée par les États-Unis et l'OTAN pour détruire la Russie et l'Ukraine et s'emparer de leurs ressources naturelles et de leur puissance industrielle.



(Photos : Confédération générale du travail)



Israël et les territoires occupés
Tous en appui au peuple palestinien
et à son droit d'être



Tel Aviv, manifestation anti-gouvernementale, 21 janvier 2023

Israël et les territoires palestiniens occupés ont été le théâtre de manifestations et de grèves massives condamnant les réformes judiciaires du gouvernement Netanyahu et les crimes que le gouvernement et les colons commettent contre le peuple palestinien et son droit d'être. Les meurtres gratuits commis par les forces d'occupation, la destruction et le vol de terres et de propriétés palestiniennes ont maintenant le feu vert et des crimes sans précédent sont commis.

Le 14 janvier 2023, des milliers de personnes ont manifesté à Tel Aviv contre la décision du gouvernement Netanyahu d'étendre les colonies illégales en Cisjordanie occupée et à un projet de loi visant à annuler les décisions de la Cour suprême d'Israël par un vote à la majorité simple à la Knesset israélienne. À la suite de cette manifestation, le nouveau ministre israélien de la sécurité a ordonné à la police de retirer les drapeaux palestiniens des espaces publics, affirmant que brandir le drapeau palestinien est un acte de « soutien au terrorisme », alors que ce membre du cabinet de Benjamin Netanyahu a déclaré qu'il cherchait à accorder l'immunité juridique aux soldats israéliens qui tirent sur les Palestiniens.

Le samedi 21 janvier, on estime que quelque 150 000 personnes ont participé à la manifestation anti-Netanyahu dans la seule ville de Tel Aviv. Des dizaines de milliers d'autres ont participé à des rassemblements organisés dans la ville occupée d'Al-Qods, devant la résidence du premier ministre, à Haïfa, dans le nord des territoires occupés, à Beer-Sheva, Herzliya et Modiin.

Une semaine auparavant, quelque 80 000 manifestants s'étaient rendus sur la place Habima de Tel Aviv. Les étudiants de plus d'une dizaine de campus universitaires et collégiaux du pays ont coordonné une action de « grève » d'une heure.

Un comité de recteurs d'université de l'Université hébraïque de Jérusalem, de l'Université de Tel Aviv, de l'Université de Haïfa, de l'Université Ben-Gourion du Néguev, de l'Université Bar-Ilan, de l'Institut Weizmann, de Technion, de l'Université Ariel et de l'Université ouverte s'est dit préoccupé que les réformes judiciaires de Benjamin Netanyahu soient si extrêmes qu'ils craignent que les universitaires et les étudiants quittent le pays. Ils ont également demandé au gouvernement d'abandonner sa direction et « de protéger les droits des minorités et la dignité de chaque être humain ».



Manifestation du 14 janvier 2023 contre le gouvernement israélien

Plus de 130 entreprises du secteur israélien de la haute technologie ont également menacé de faire

grève, affirmant que le programme de Benyamin Netanyahu compromettra les investissements étrangers en Israël.

Les réformes judiciaires en cause limiteront la capacité de la Cour suprême d'invalider les lois et les ordonnances gouvernementales et donneront à la Knesset le pouvoir d'annuler ces ordonnances par un vote à la majorité simple. Le gouvernement aura un pouvoir absolu sur la sélection des juges. Les ministres ne seront plus tenus de demander l'avis du tribunal sur le « caractère raisonnable » de la loi, mais pourront nommer leurs propres conseillers juridiques.

Action de Montréal en solidarité avec le peuple palestinien



Le dimanche 22 janvier, près de 50 personnes, principalement des jeunes, se sont rassemblées pendant une heure au parc Lafontaine à Montréal pour dénoncer la dernière attaque de l'État sioniste israélien contre le droit d'être des Palestiniens vivant en Israël, à Gaza et dans les territoires occupés de Cisjordanie.

L'événement de Montréal s'inscrivait dans le cadre de l'action mondiale « Brandissez votre drapeau ».

Alors que les participants de la caravane échangeaient des salutations, les paroles d'une chanson révolutionnaire palestinienne populaire diffusée en arabe par les haut-parleurs d'une voiture résonnaient dans le parc. Sur les paroles « Rouge comme notre sang, vert comme notre terre, noir pour les jours difficiles, et blanc pour nos coeurs », et plus encore, les gens chantaient tandis que d'autres écoutaient. Outre les nombreux drapeaux palestiniens présents, il y avait des pancartes et des drapeaux portant des slogans tels que « Le gouvernement canadien doit condamner les crimes d'Israël », « La résistance est un droit ! », « Défendons la résistance palestinienne ! » et « Une humanité, une lutte ! ».



Pendant les deux heures suivantes, la caravane de voitures s'est frayée un chemin dans les rues de Montréal, drapeaux brandis, en direction du consulat israélien. Les piétons ont pris des photos et des vidéos, certains levant le poing en signe de soutien, et les automobilistes qui croisaient la caravane klaxonnaient également en signe de soutien. Le convoi s'est terminé devant les bureaux du gouvernement fédéral au Complexe Guy-Favreau au centre-ville de Montréal, où un piquet a été organisé pour dénoncer le silence du gouvernement Trudeau face aux crimes commis par l'État israélien contre le peuple palestinien.



(Photos : 972 Mag, Active Stills, LML)



Brésil

La tentative de coup d'État échoue grâce à la défense de la démocratie par le peuple

– Margaret Villamizar –



La prise d'assaut des bâtiments gouvernementaux au Brésil le dimanche 8 janvier semble s'inspirer des événements qui ont eu lieu à Washington il y a deux ans, le 6 janvier 2021. En début d'après-midi, le 8 janvier, à Brasilia, la capitale du Brésil, plusieurs milliers de partisans de l'ancien

président Jair Bolsonaro ont été incités à marcher du quartier général de l'armée, où nombre d'entre eux campaient depuis la fin du mois d'octobre, date de l'élection présidentielle, jusqu'à la place des Trois Pouvoirs qui abrite les bâtiments de l'Assemblée nationale, du Palais présidentiel et de la Cour suprême. La plupart des émeutiers sont arrivés dans la capitale en caravane venant de toutes les régions du pays. Au moins 170 autobus nolisés ont commencé à entrer à Brasilia à partir du vendredi 6 janvier.

La plupart des participants à l'émeute portaient des maillots jaunes, comme ceux de l'équipe nationale de football, et beaucoup avaient des drapeaux brésiliens sur les épaules. Ils ont exigé que l'armée « intervienne ». On pouvait les entendre sur les vidéos crier ce qui ressemblait à « Dieu, pays, famille, liberté » (en portugais) alors qu'ils s'approchaient du commissariat du gouvernement. Les vidéos montrent également des véhicules de police en tête du cortège et d'autres qui l'accompagnent. Une fois qu'ils ont atteint les bâtiments du gouvernement, la masse des manifestants a couru jusqu'à l'édifice du Congrès et a facilement franchi les barricades fragiles érigées par le petit nombre de policiers présents sur place, qui se sont essentiellement écartés. Ils ont ensuite pénétré dans les bâtiments, brisant les fenêtres et les portes à l'aide de projectiles et de bâtons, montant sur le toit, et se conduisant généralement dans le style de ceux qui ont pris d'assaut le Capitole à Washington, deux ans plus tôt. Les rapports indiquent que bon nombre d'entre eux auraient été armés puisque le droit pour presque tout le monde de porter des armes est un mantra de Bolsonaro. Aucun tir n'a cependant été signalé.

Grâce à la réaction du président du Brésil, Luiz Inacio « Lula » da Silva, du Parti des travailleurs (PT), et du président de la Cour suprême fédérale (STF), le juge Alexandre de Moraes, la tentative de coup d'État a pris fin dimanche : 40 autobus ont été saisis et 260 personnes ont été arrêtées, prises en flagrant délit. En outre, Lula a ordonné une intervention auprès de la sécurité publique du district fédéral (qui comprend Brasilia) jusqu'au 31 janvier, tandis que la STF a ordonné la suspension d'Ibaneis Rocha dans ses fonctions de gouverneur du district fédéral pour 90 jours. À la fin de la journée, quelque 400 personnes avaient été arrêtées.



Manifestation contre la tentative de coup d'État, Brasilia, 9 janvier 2023

Outre les arrestations en flagrant délit, 1 200 bolsonaristes ont été arrêtés par l'armée dans la matinée du lundi 9 janvier et placés en garde à vue par la police fédérale, sans recours à la force. Ils peuvent être accusés d'une série de crimes, tels que dommages aggravés, crimes contre le patrimoine culturel, association criminelle, terrorisme, attaque contre l'État de droit démocratique et coup d'État. S'il est prouvé que les invasions étaient préméditées et délibérément antidémocratiques, la peine peut atteindre 30 ans de prison. Les hommes d'affaires qui ont financé

les attaques font également l'objet d'une enquête. Les gouvernements des États et des municipalités ont également éliminé les campements des putschistes situés près des casernes militaires dans d'autres régions du pays.

En fin d'après-midi et dans la soirée du lundi 9 janvier, en réponse à l'appel lancé la veille par un certain nombre de mouvements sociaux, dont le Mouvement des travailleurs ruraux sans terre (MST), les centrales syndicales, l'Union nationale des étudiants et d'autres, de grandes manifestations qui ont réuni des milliers de personnes ont eu lieu partout au Brésil pour rejeter la tentative de coup d'État et ses commanditaires, pour s'opposer à toute amnistie accordée à ses auteurs, pour que soient rapidement punis ceux qui ont envahi et vandalisé les trois bâtiments gouvernementaux et pour défendre la démocratie au Brésil. Un rassemblement très animé a également eu lieu à midi à l'intérieur de la faculté de droit de l'Université de Sao Paulo, où les mêmes revendications ont été soulevées. De nombreuses autres mobilisations ont eu lieu à l'échelle internationale, notamment à Ottawa, Montréal, Toronto et dans d'autres villes.



Porto Alegre (en haut) et Rio de Janeiro, le 9 janvier 2023

Radio-Canada et d'autres médias internationaux ont largement couvert ce qui s'est passé à Brasilia, notamment l'absence de résistance de la part de la police ou de l'armée lorsque les forces du coup d'État se sont approchées et ont pénétré dans les trois édifices gouvernementaux, où elles ont détruit tout ce qu'elles voyaient, notamment du matériel, des meubles et des oeuvres d'art. Les dégâts causés par l'eau ont aggravé le problème lorsque le système de gicleurs de l'un des bâtiments a été activé après que quelqu'un a apparemment tenté de mettre le feu à un canapé. Les participants à ce

vandalisme et les observateurs semblaient tous utiliser des téléphones cellulaires pour enregistrer ce qui se passait, avec probablement des milliers de vidéos et de photos publiées sur les médias sociaux comme preuve.

Des armes létales et non létales auraient été volées au bureau de la sécurité institutionnelle du palais de Planalto. Le ministre de la Communication sociale et un fonctionnaire du ministère de la Justice ont inspecté le bureau saccagé et ont filmé ce qu'ils ont trouvé. Ils ont affirmé que quelqu'un savait sûrement qu'il y avait des armes à cet endroit et est allé les chercher.

Comme lors de la tentative de coup d'État à Washington, il y a eu un manque évident de présence policière ou d'efforts pour prévenir ou arrêter ces actions, en particulier compte tenu de tout ce qui avait été annoncé à l'avance par les bolsonaristes qui avaient déjà passé deux mois à appeler à un coup d'État militaire. Certains des policiers qui étaient de service lorsque les bâtiments ont été pris d'assaut et saccagés ont pu être vus dans des vidéos en train de regarder l'action et semblant même sympathiser avec les forces de la tentative de coup.

Lula se trouvait dans l'État de Sao Paulo où il était allé évaluer une situation d'urgence causée par de fortes pluies lorsque les événements se sont produits à Brasilia. Quelques milliers de personnes venues en bus d'autres régions se sont jointes à ceux qui campaient à Brasilia pour faire pression sur l'armée pour qu'elle intervienne contre le gouvernement de Lula, pour « extirper le communisme du Brésil », etc. Avant de rentrer à Brasilia pour gérer la situation, Lula a tenu une conférence de presse à Sao Paulo pour dénoncer ceux qu'il a qualifiés de fanatiques et de fascistes qui avaient envahi les bâtiments du gouvernement, et pour annoncer qu'il avait ordonné une « intervention fédérale » dans le district fédéral, autorisant la mobilisation de la Force militaire spéciale de sécurité nationale pour y assurer la sécurité jusqu'au 31 janvier, étant donné le « manque de sécurité » et l'« incompétence » des forces de sécurité du district et de leurs responsables. La personne qu'il a désignée comme intervenant fédéral, l'actuel secrétaire exécutif du ministère de la Justice, est directement responsable devant le président de la République. Il a également déclaré que les responsables de ce qui se passait seraient trouvés et punis « de manière exemplaire », ajoutant que tout allait faire l'objet d'une enquête « très, très approfondie et très rapide ». Il a laissé entendre que parmi ceux qui ont soutenu les actions à Brasilia se trouvaient des mineurs illégaux, des exploitants forestiers illégaux et des intérêts agro-industriels. Il a également déclaré que Bolsonaro serait tenu de rendre des comptes.



« Des terroristes ne peuvent pas être appelés des manifestants. ». « Un autre Brésil est possible – emprisonnez Bolsonaro. »

Anderson Torres, le chef de la sécurité du district fédéral nouvellement nommé a été licencié par le gouverneur lorsqu'il était introuvable le 8 janvier, étant parti pour des « vacances en famille » à Orlando, en Floride, où Bolsonaro s'est également installé. Son licenciement est intervenu quelques

heures avant que le gouverneur, dont il relève, ne soit lui-même relevé de ses fonctions pour 90 jours pour manquement à ses devoirs par le juge de la Cour suprême Alexandre de Moraes. Torres, un fidèle de Jair Bolsonaro, qui a été ministre de la Justice et de la Sécurité publique de l'ancien président, est depuis rentré au Brésil et a été placé en détention, l'enquête sur son rôle se poursuivant.

Alexandre Moraes a également dirigé le Tribunal supérieur électoral pendant l'élection et a rendu plusieurs décisions contre les bolsonaristes, notamment en rejetant comme frivole la requête devant le tribunal d'une annulation de la majorité des votes exprimés au second tour de l'élection, que leur candidat a perdu, suivant l'affirmation non fondée que plus de la moitié des machines à voter présentaient un défaut logiciel qui rendait les résultats peu fiables. Il leur a infligé de lourdes amendes pour cette affaire frivole.

Gleisi Hoffman, présidente du PT, et Luciana Santos, présidente du Parti communiste du Brésil (PCdoB) et une ministre du cabinet de Lula, ainsi que de nombreux autres membres du nouveau gouvernement, y compris les dirigeants des deux chambres du Congrès, ont déclaré que toutes les personnes impliquées dans les actions violentes du 8 janvier et celles qui ont permis qu'elles se produisent doivent être traitées fermement et punies avec toute la force de la loi. Hoffman a gazonné que les actions des partisans de Bolsonaro ne faisaient pas partie d'un mouvement de masse ou n'étaient pas spontanées, mais étaient organisées par « des bandits, qui ont des intérêts très clairs : l'exploitation minière illégale, l'accaparement de terres, la libération d'armes, les milices et d'autres choses, toutes sanctionnées par Bolsonaro ».

Jair Bolsonaro a tenté de se laver les mains de l'assaut contre les édifices gouvernementaux, tout comme il l'a fait lorsque des partisans échauffés par quatre années de sa rhétorique toxique et de ses mensonges ont érigé des centaines de barrages routiers illégaux en apprenant sa défaite, et que d'autres ont été pris en train d'exécuter ou ont admis avoir planifié des actes terroristes de différents types. Cette fois, il a rejeté les accusations de Lula et d'autres, selon qui il est en partie responsable de ces actes criminels, affirmant que les manifestations pacifiques font partie de la démocratie mais que toute invasion d'édifices publics dépassait les bornes.

On pense généralement que Jair Bolsonaro s'est enfui aux États-Unis avant l'expiration de son mandat afin de pouvoir réquisitionner un avion gouvernemental pour l'emmener, lui et ceux qui l'accompagnaient, et obtenir un visa spécial que les États-Unis accordent aux chefs d'État en exercice, afin d'échapper à l'arrestation et aux accusations qu'il s'attendait à devoir affronter au Brésil lorsque son immunité présidentielle prendrait fin.

Il y a plusieurs enquêtes déjà en cours liées à des allégations déposées auprès du système judiciaire, et d'autres qui viendraient sûrement lorsque ceux qu'il a incités passeraient à l'action comme ils l'ont fait le 8 janvier. Certains membres du Congrès américain affirment que les États-Unis devraient cesser de donner refuge à Bolsonaro et l'extrader vers le Brésil. Selon les dernières nouvelles, l'ancien président a demandé un visa touristique pour rester aux États-Unis pendant six mois de plus.

Des chefs de gouvernement, des personnalités et des organisations de différents types d'Amérique latine et du monde entier ont condamné les actions violentes et antidémocratiques des partisans de Bolsonaro. Le premier ministre canadien Justin Trudeau s'est joint au secrétaire d'État américain Antony Blinken et au président Joe Biden ainsi qu'au chef de la diplomatie de l'Union européenne Josep Borell pour condamner l'assaut contre les institutions gouvernementales brésiliennes.

(Photos : Media Ninja, M. Diego.)



Appuyons sans réserve le peuple brésilien! Exigeons que tous les responsables de la tentative de coup d'État rendent des comptes!

– *Mouvements sociaux ALBA-Ottawa* –



Le chapitre d'Ottawa d'ALBA est de tout coeur avec le peuple brésilien pour condamner l'attaque du 8 janvier 2023 contre les institutions démocratiques du Brésil. Nous appuyons fermement le gouvernement Lula dans l'application de mesures visant à ce que les hauts responsables rendent des comptes pour la tentative de coup d'État avec ses appels à une prise de pouvoir par l'armée. Au lendemain de ces événements, les Brésiliens sont descendus massivement dans la rue, exigeant que des comptes soient rendus à tous les niveaux et appelant à « Pas d'amnistie ! ». Après la dictature de 1964-1985, les gouvernements de l'époque avaient choisi de ne pas punir les militaires qui avaient participé à des assassinats et des tortures, et cela a été une expérience amère pour le peuple brésilien qui veut mettre fin à toute conciliation avec des violations criminelles des droits humains. Tous les liens politiques et le soutien financier, tant interne qu'externe, à la tentative de coup d'État doivent être révélés.

La déclaration du président des États-Unis, Joe Biden, lors du Sommet Mexique-États-Unis-Canada, pour défendre les institutions démocratiques brésiliennes et « la volonté du peuple brésilien » doit être prise avec un grain de sel. L'appui de sa propre administration pour Jair Bolsonaro, qui est présentement en Floride et qui nie toute implication dans la tentative de coup d'État, est bien connu. Au 9e Sommet des Amériques, l'administration Biden n'avait pas invité Cuba, le Nicaragua et le Venezuela, supposément parce qu'ils seraient gouvernés par des régimes qui ne sont pas démocratiques. Il a pourtant invité Jair Bolsonaro, un ancien officier de l'armée qui appuie fermement la dictature militaire au Brésil ainsi que celle de Pinochet au Chili. Ce même Jair Bolsonaro avait, en 1999, déclaré publiquement : « Les élections ne changeront rien dans ce pays. La situation ne changera que lorsqu'éclatera une guerre civile et qu'elle accomplira ce que le régime militaire n'avait pas réussi à faire après avoir tué 30 000 personnes. Si nous tuons des gens innocents, cela ne pose pas de problème, puisque dans toute guerre des innocents meurent. »

Pendant des années, Jair Bolsonaro a joué un rôle majeur dans l'organisation et l'incitation à la violence et à la haine des institutions démocratiques du Brésil. À la veille des élections de 2022 remportées par Lula, il avait demandé à ses partisans de se procurer des armes afin d'être « prêts » en cas de défaite. Pendant son mandat, il a placé plusieurs milliers d'officiers militaires dans divers paliers du gouvernement civil. Son ministre de la Défense avait à ce moment-là ouvertement

contesté et attaqué l'autorité du Tribunal électoral suprême. Les agences de renseignement et d'espionnage avaient travaillé avec le juge brésilien Sergio Moro dans ce qui allait devenir le scandale de corruption Lava Jato dans le but d'incarcérer Lula et de l'empêcher de se présenter aux élections de 2018, des accusations qui ont finalement été prouvées frauduleuses. Comme récompense, Sergio Moro a été nommé ministre de la Justice. Lors de son voyage aux États-Unis en 2019, Jair Bolsonaro a visité le quartier-général de la CIA, après quoi, en juillet 2021, le responsable de la CIA s'est rendu au Brésil, où il s'est entretenu avec Jair Bolsonaro. Ce dernier a toujours défendu ouvertement les intérêts des États-Unis au Brésil, en Amérique latine et dans la communauté internationale.

Bien qu'il soit positif que le Canada et les États-Unis ont jugé bon d'exprimer un certain intérêt à vouloir travailler avec le président Lula, nous devons demeurer vigilants et intensifier notre opposition à toute ingérence dans les affaires de l'Amérique latine et des Caraïbes sous toutes ses formes, notamment financer et inciter à la dissension criminelle ainsi que les coups d'États avoués ou dissimulés.

***Appui inconditionnel à la lutte du peuple brésilien pour ses droits démocratiques !
Non à toute ingérence étrangère au Brésil et en Amérique latine et les Caraïbes !
Pas d'amnistie pour les ennemis du peuple et les violateurs des droits humains !***



Janvier 2023

D'importants anniversaires

Nous invitons les lecteurs à visiter la page d'accueil du site web du PCC(M-L) (www.pccml.ca), où des articles sur des dates et des anniversaires importants sont régulièrement affichés dans le carrousel, en plus des événements notables à venir pour soutenir les luttes des travailleurs au pays et à l'étranger. Pour les dates et anniversaires de janvier, cliquez sur l'image ci-dessous. Nous vous encourageons à les partager largement.



www.pccml.ca • redaction@pccml.ca